



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Ahmed Medhoune, *Président du Conseil* ;
Emir Kir, *Bourgmestre* ;
Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Échevin(e)s* ;
Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Serob Muradyan, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pascal Lemaire, Elodie Christine Jacqueline Cornez, *Conseillers communaux* ;
Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

Excusés

Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Safa Akyol, Pauline Warnotte, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.10.19

#Objet : Piscine communale sise 23-27, rue Saint-François ; règlement d'ordre intérieur; adoption.#

Séance publique

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 octobre 2002 fixant des conditions d'exploitation pour les bassins de natation ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Considérant que la Commune possède une infrastructure correspondant à une piscine publique sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que les installations de la piscine communale ont fait l'objet d'une lourde et importante rénovation au cours des dernières années ;

Considérant que la gestion de la piscine communale est présentement assurée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Considérant que la mise à disposition de cette infrastructure au public suppose le respect de règles fondamentales réglant les rapports entre les usagers et le personnel de la piscine communale, et celles réglant les rapports entre les usagers ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire d'adopter un règlement d'ordre intérieur applicable au sein de cet établissement ;

Que ce règlement d'ordre intérieur s'adresse à tout usager de la piscine communale ainsi qu'au personnel y travaillant et que la fréquentation de ce lieu implique ainsi l'adhésion aux règles et normes prévues par le présent texte ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur repris ci-après relatif au fonctionnement de la piscine communale sise 23-27, rue Saint-François à 1210 Saint-Josse-ten-Noode :

CHAPITRE I : DEFINITIONS

Art. 1

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- **Piscine communale** : Infrastructure, sise rue Saint-François, 23-27, à 1210 Bruxelles, composée d'un bassin d'eau, d'une cafeteria, de tribunes, vestiaires et autres locaux accessoires ;
- **Bassin de natation** : zone de la piscine communale où se trouve la cuve d'eau ;
- **Tribunes** : zone de la piscine communale située au-dessus de la cafeteria, accessible par l'entrée du bâtiment, permettant la vue sur le bassin de natation ;
- **Espace vestiaires/cabines** : zone de la piscine communale comprenant les vestiaires et les sanitaires ;
- **Nageurs** : personnes en tenue de bain qui ont acquitté leur droit d'entrée ;
- **Cafeteria** : zone de la piscine communale offrant une petite restauration et un espace bar ;
- **Gestionnaire de la piscine** : la piscine est gérée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-ten-Noode. Son fonctionnement quotidien est assuré par la Direction de la piscine et le Département des Sports de la commune, lesquels veillent ensemble au respect du présent règlement ;
- **Destinataire du règlement** : le présent règlement s'applique à toute personne fréquentant la piscine de Saint-Josse-ten-Noode.

CHAPITRE II : ACCÈS À LA PISCINE

Art. 2

La piscine est accessible d'une part suivant le règlement redevance relatif à la tarification de la piscine adopté par le conseil communal et, d'autre part, selon les horaires arrêtés par le Collège communal. Ledit règlement et les horaires d'ouverture sont affichés à la caisse et aux valves de la piscine communale.

Art. 3

Toute personne détentrice d'un ticket d'entrée ou en possession d'un abonnement se soumet sans réserve au présent règlement, au règlement général de police adopté par le conseil communal, aux instructions et directives émanant des membres du personnel ainsi qu'aux divers panneaux de signalisation, affiches et pictogrammes.

Toute personne, seule ou en groupe, se trouvant dans l'enceinte de la piscine est par ailleurs tenue d'adopter une attitude correcte et respectueuse des lieux et des tiers.

A défaut de se conformer aux dispositions précitées, le contrevenant s'expose aux sanctions prévues à l'article 54 du présent règlement.

Art. 4

Le maître-nageur est garant de la sécurité. A ce titre, il lui est permis de se réserver le droit d'autoriser ou d'empêcher l'accès aux lieux à toute personne dans le cas où des circonstances particulières le justifient, et ce même si celle-ci se serait acquittée du droit d'entrée.

Art. 5

La durée de validité des tickets d'entrée est fixée à 2 heures. Néanmoins, en cas d'affluence importante, la Direction se réserve le droit de réduire la durée de validité à 1 heure.

Un bracelet devra être porté à cet effet par le nageur, lequel sera tenu de le présenter au maître-nageur sur simple demande.

Art. 6

La caisse est clôturée 45 minutes avant l'heure de fermeture. La sortie du bassin de natation se fait au plus tard une demi-heure avant la fermeture de l'établissement.

Art. 7

Différents abonnements sont mis en vente de manière à satisfaire la plus grande partie de la clientèle. Les modalités d'utilisation sont reprises sur ceux-ci et l'usager sera tenu de s'y conformer. Les abonnements sont strictement personnels et le propriétaire devra, sur toute requête, faire la preuve de son identité. Toute transgression sera sanctionnée par le retrait immédiat de celui-ci.

Art. 8

Le ticket d'entrée ou l'abonnement doit être présenté sur simple demande d'un membre du personnel, et ce à n'importe quel moment. A défaut de le faire, le contrevenant s'expose aux sanctions prévues à l'article 54 du présent règlement.

De même, tout nageur est tenu de présenter sa carte d'identité sur simple demande d'un membre du personnel sous peine d'expulsion immédiate.

Art. 9

Lorsque le montant d'un abonnement ou d'un ticket est acquitté, celui-ci ne pourra nullement faire l'objet d'un remboursement, et ce pour quelque motif que ce soit.

Art. 10

Les enfants de moins de 10 ans doivent être accompagnés d'un adulte apte à exercer une surveillance permanente sur le/les enfant(s) dont il a la charge. Pour les enfants de moins de 6 ans, l'adulte sera obligatoirement dans l'eau avec l'enfant.

En dehors de l'organisation des cours d'apprentissage, les enfants ne sachant pas nager doivent obligatoirement être munis de brassards.

Ils ne pourront être abandonnés à eux-mêmes dans le bassin ou à proximité.

En cas de doute quant à l'âge de l'enfant non accompagné d'un adulte, l'accès au bassin peut lui être refusé, à moins qu'il ne garantisse son âge par la production de tout document d'identité ou d'une attestation parentale.

Art. 11

Les personnes qui ne savent pas nager et qui se dirigent vers la grande profondeur peuvent emprunter uniquement les couloirs de natation 1 et 6, soit ceux situés sur les bords du bassin de natation, et doivent être accompagnées dans l'eau par un adulte qui exerce une surveillance permanente à leur égard.

Art. 12

En plus du respect du présent règlement d'ordre intérieur, les établissements scolaires fréquentant la piscine se voient dans l'obligation d'observer les prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 mai 1991 applicable aux écoles en matière d'encadrement d'enfants.

Art. 13

L'élève ne participant pas aux leçons de natation ne sera autorisé à accéder à la piscine qu'à la condition de s'être acquitté du droit d'entrée et d'être accompagné d'un membre de l'établissement scolaire qu'il fréquente.

CHAPITRE III : TENUE DE BAIN, MATERIEL DE BAIN ET DE PLONGÉE

Art. 14

Les nageurs sont tenus de porter une tenue de bain de type classique compatible avec les bonnes mœurs et l'hygiène. Le port du bonnet de bain est obligatoire pour les nageurs.

Il est par ailleurs strictement défendu de se baigner sans être vêtu d'un maillot de bain de coupe décente et toléré par la Direction.

Les critères de la tenue de bain sont laissés à l'appréciation des maîtres-nageurs ou du gestionnaire de la piscine.

Art. 15

Les shorts, bermudas, jeans coupés, jupettes, vêtements de bain amples et/ou recouvrant le corps dans sa totalité et combinaisons de plongée ne sont pas autorisés.

Art. 16

Les bouteilles de plongée et ceintures de lestage ne sont admises qu'à l'occasion des activités organisées par les clubs de plongée ou durant les cours de natation accompagnés. Dans la mesure où les palmes de natation peuvent gêner les autres nageurs, leur utilisation devra préalablement faire l'objet d'une autorisation par le maître-nageur. Celui-ci vérifiera notamment si l'affluence au sein de la piscine le permet. Les lunettes de plongée munies de verres en plastique sont autorisées. Les lunettes de plongée en verre sont, quant à elles, interdites sauf si elles correspondent au verre « Securit ».

CHAPITRE IV : VESTIAIRES ET CABINES

Art. 17

Après s'être acquitté du droit d'entrée, le nageur se soumet à l'usage des cabines et vestiaires en observant les affiches et pictogrammes prévus à cet effet.

Art. 18

Les nageurs ne peuvent se déshabiller et se revêtir que dans les locaux destinés à cet usage. En cas d'utilisation des vestiaires collectifs, le respect des principes de moralité et de discipline est assuré par le responsable du groupe.

Art. 19

Les portes des cabines doivent rester fermées pendant leur occupation. Il convient de maintenir les cabines dans un état de stricte propreté.

Art. 20

Deux personnes ne peuvent se trouver en même temps dans une cabine individuelle sauf s'il s'agit d'enfants accompagnés d'une personne préposée à leur surveillance ou de personnes présentant un handicap et accompagnées d'une personne amenée à l'aider.

Art. 21

Les effets personnels des nageurs ne sont pas autorisés sur les bords du bassin de natation.

CHAPITRE V : DOUCHES ET SANITAIRES

Art. 22

L'usage des douches avant l'entrée à l'eau est obligatoire dans l'intérêt de chacun (durée de maximum 3 minutes). Le passage dans le pétiluve est également obligatoire.

Art. 23

Il est interdit d'accéder aux douches et sanitaires avec des chaussures.

Art. 24

L'accès aux installations du bassin de natation est interdit à toute personne extérieure à la piscine.

CHAPITRE VI : HYGIENE

Art. 25

Il est défendu aux nageurs d'accéder à l'eau sans s'être préalablement entouré la chevelure d'un bonnet.

Art. 26

Si le nageur doit accéder aux installations du bassin de natation en chaise roulante, il devra veiller à ce que les roues soient nettoyées en sortant des vestiaires. Un membre du personnel pourra l'aider à cet effet.

Art. 27

Sur le pourtour du bassin de natation, dans le couloir "pieds nus" des vestiaires et sur la terrasse pour nageurs, il convient de circuler pieds nus ou avec des chaussons de natation adaptées.

Art. 28

Les enfants de moins de deux ans doivent porter un lange de natation.

CHAPITRE VII : INTERDICTIONS GENERALES

Art. 29

Il est interdit :

- D'importuner ou de gêner intentionnellement d'autres personnes par des actes ou des attitudes non conformes au respect d'autrui ou à une bonne pratique sportive ;
- D'incommoder le public par des bruits, chants ou cris ;
- De se comporter de façon grossière ou obscène ;
- De se livrer à une manifestation quelconque contraire à la moralité ou à la décence ;
- De fumer et de cracher dans l'enceinte de la piscine ;
- D'uriner dans l'eau ;
- De stationner ou de courir dans les douches ;
- De boire ou de manger dans les cabines individuelles ou vestiaires collectifs, ainsi que dans tout endroit de l'établissement situés en dehors de la cafeteria ;
- De jeter des détritus ailleurs que dans les corbeilles destinées à cet effet ;
- De placer des engins sonores ; de prendre des photos et/ou filmer dans la piscine (sauf avec l'accord explicite de la Direction) ainsi que d'utiliser le GSM ou autres appareils multimédias au bord de la piscine ;
- De causer des dégradations dans la piscine, notamment par des inscriptions ou des souillures ;
- D'amener des objets dangereux et/ou coupants dans les vestiaires ou dans la piscine ;
- De toucher le matériel de sauvetage ou de le déplacer sans justification ;
- D'accéder aux locaux techniques ;
- D'utiliser les prises électriques qui sont exclusivement réservées au personnel d'entretien et de maintenance ;
- De jouer à des jeux dangereux, de pousser des gens dans l'eau ou d'enfoncer ou maintenir des gens sous l'eau ;
- De courir sur le pourtour de la piscine ou dans les vestiaires ;
- De plonger dans la petite profondeur ;
- De circuler avec des chaussures dans les couloirs et autour du bassin et des cabines ;
- Pour les personnes ne sachant pas suffisamment nager, de nager non accompagnés dans la partie où l'on n'a pas pied ;
- De mettre à l'eau des balles dures ou autres objets sans l'autorisation des surveillants de bain ;
- D'afficher des publications dans le bâtiment sans l'accord du Collège communal ;

De se suspendre aux lignes d'eau ou de s'asseoir dessus ;
 De gêner le passage à l'entrée de la piscine, de s'installer et de fumer sur le seuil de la porte d'entrée ;
 Se laver dans le bassin, d'y introduire du savon ou des produits similaires, ou d'y jeter quoi que ce soit qui puisse souiller l'eau, ainsi que d'entrer à l'eau le corps enduit d'huile, crème ou autre produit quelconque étant de nature à rendre l'eau impure.

CHAPITRE VIII : INTERDICTION D'ACCÈS

Art. 30

L'accès à la piscine communale est strictement interdit aux personnes en état d'ivresse ou sous l'influence de substances psychotropes. La consommation d'alcool est strictement interdite en dehors du bar.

Art. 31

L'accès au bassin est interdit aux personnes présentant des plaies ouvertes, des pansements, des attelles, des plâtres ou atteintes de maladies contagieuses, de maladies de la peau ou une affection ou un état de malpropreté évidente.

Art. 32

Il est strictement interdit de pénétrer dans l'enceinte de la piscine accompagné d'un animal. Toutefois, les personnes accompagnées d'un chien d'assistance ou de guidance peuvent s'adresser à l'accueil afin d'organiser la garde de leur chien pendant la durée de la natation.

Art. 33

L'accès au bar de la cafeteria est interdit :

- aux personnes en maillot ;
- aux personnes en état d'ivresse ou sous l'emprise de produits psychotropes ou assimilés.

CHAPITRE IX :SECURITE

Art. 34

Les nageurs doivent se conformer à toutes les recommandations du personnel en lien avec l'ordre et la sécurité.

Art. 35

Les nageurs sont chargés de veiller eux-mêmes à leur propre sécurité. La Direction décline toute responsabilité quant aux accidents quelconques qui pourraient survenir aux nageurs.

Art. 36

Il est strictement interdit de plonger des tribunes.

Art. 37

Les exercices d'apnée sont interdits sans avoir au préalable averti le maître-nageur et en avoir obtenu l'autorisation.

Art. 38

Il est strictement défendu aux personnes ne sachant pas suffisamment nager de quitter la partie du bain où elles ont pied. Toute personne ne sachant pas nager est dans l'obligation d'en aviser les maîtres-nageurs.

CHAPITRE X : SPORTS ET JEUX

Art. 39

Les ballons et autres jeux ne peuvent être autorisés que moyennant l'accord préalable du maître-nageur responsable.

La Direction se réserve le droit d'interdire tout exercice ou jeu qui serait susceptible de gêner la clientèle ou de nuire à la bonne tenue de l'établissement.

Art. 40

La plongée n'est autorisée que dans la grande profondeur du bassin. Moyennant l'accord préalable du maître-nageur responsable, il est possible de nager dans une tenue vestimentaire normale pour s'exercer au sauvetage.

CHAPITRE XI : CLUBS SPORTIFS ET COMPETITIONS**Art. 41**

En vue d'encourager le sport et la compétition, les clubs sportifs sont autorisés à pouvoir bénéficier d'heures spéciales d'occupation. Les utilisations collectives des installations sont réglées par le Département Sports de la commune après approbation du Collège communal. La durée de l'autorisation ne peut excéder une année civile. A chaque échéance, les conditions et prix peuvent être revus.

Art. 42

Durant les occupations des clubs sportifs, au moins un des animateurs présents doit être en possession d'un brevet de sauvetage de degré supérieur ou d'un diplôme d'instructeur de plongée. La commune de Saint-Josse-ten-Noode décline toute responsabilité en cas d'accidents corporels survenant dans l'enceinte de l'établissement sauf en cas de faute lourde de sa part.

Art. 43

Les installations peuvent être louées à certains clubs sportifs en vue d'y donner des manifestations ou spectacles sportifs. Dans ce cas, l'accès est interdit à la clientèle habituelle. Celle-ci en sera avisée par voie d'affiches apposées aux valves et à la caisse de la piscine, au moins 8 jours à l'avance.

Art. 44

La Direction se réserve le droit d'organiser toute compétition généralement quelconque, même au cours des heures d'ouverture, et de ce fait se réserve également le droit de fixer l'heure qu'elle jugera utile pour l'évacuation complète ou partielle du public, sans être redevable d'aucune indemnité.

La clientèle en sera avisée par voie d'affiches apposées aux valves et à la caisse de la piscine, au moins 8 jours à l'avance.

CHAPITRE XII : DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR LES GROUPES DE JEUNES**Art. 45**

Il est obligatoire d'effectuer toute réservation à l'avance. Les groupes sans accompagnateur ne seront pas acceptés.

Il est communément admis qu'une seule personne ne peut assumer la surveillance de plus de 15 non-nageurs ou de plus de 25 nageurs.

Le personnel de la piscine est autorisé à refuser l'accès au bassin de natation dans le cas où l'occupation tolérée serait dépassée.

La personne responsable de la sécurité des baigneurs, laquelle est en possession du diplôme sauveteur, ne peut effectuer la surveillance de la piscine et donner cours de natation en même temps.

Les enseignants accompagnant leurs élèves à la piscine peuvent être déclarés civilement responsables par défaut de surveillance même en présence d'un corps enseignant spécial (enseignement primaire) et de maîtres-nageurs dépendant de la piscine, sur base de l'article 1384 alinéa 4 du Code Civil.

Tout groupe doit être accompagné d'un nombre de responsables adultes en accord raisonnable avec la taille du groupe. Ces personnes sont personnellement responsables de la discipline du groupe dès l'entrée au bâtiment. Leur présence constante auprès du groupe, tant dans les vestiaires, les douches, qu'au bord du bassin de natation, est indispensable. Elles doivent assurer activement la surveillance des membres du groupe.

CHAPITRE XIII : FREQUENTATIONS

Art. 46

Les responsables de groupement de personnes veilleront scrupuleusement à ce que les activités et cours de natations se déroulent pendant les horaires fixés, que la sortie se fasse à l'heure exacte et que le matériel ayant été utilisé soit préalablement remis en place. Les vestiaires individuels ne seront accessibles qu'en cas de manque de place dans les installations collectives. De même, les vestiaires collectifs seront attribués en fonction des disponibilités.

CHAPITRE XIV : SURVEILLANCE GÉNÉRALE

Art. 47

L'accompagnateur portera à la connaissance des membres du groupe, dont il a la charge, le contenu du présent règlement et veillera au respect des consignes de sécurité et de l'ordre. En tant que responsable, chaque accompagnateur assure la surveillance des activités du groupe dont il a la responsabilité, c'est à-dire avoir une vue permanente sur l'ensemble du groupe, et ce même en-dehors de l'eau. Sa présence constante auprès du groupe, tant dans les vestiaires, les douches, qu'au bord du bassin de natation, est indispensable. Il doit assurer activement la surveillance des membres du groupe.

CHAPITRE XV : LECONS PARTICULIERES

Art. 48

La Direction se réserve le droit exclusif d'autoriser dans l'enceinte de sa piscine des leçons de natation particulières durant les heures d'ouverture au public par les maîtres-nageurs titularisés à cet effet, en dehors de leur service et titulaires d'une autorisation d'exercer cette activité complémentaire.

Il est interdit à toute personne étrangère à l'établissement de donner des leçons de natation contre rémunération directe ou indirecte. Il est par contre permis d'encadrer, de manière occasionnelle, une personne qui apprend à nager et ce, aux conditions suivantes :

- la personne qui donne la leçon de natation informera la direction de la piscine des dates et heures auxquelles la leçon de natation sera donnée ;
- la personne à laquelle la leçon de natation est donnée signera une déclaration stipulant la gratuité de la leçon.

Il sera dérogé à cet article, à raison de l'utilisation d'un seul couloir de natation, pour les groupes suivants : Les clubs sportifs et les associations dans le cadre d'activités spécifiques. Cette dérogation

sera accordée suivant l'espace disponible avec l'accord du Collège communal suite à une demande écrite et après production, par le responsable, d'un brevet supérieur de sauvetage délivré par un organisme agréé.

CHAPITRE XVI : RESPONSABILITE

Art. 49

La Commune de Saint-Josse décline toute responsabilité du fait de la perte ou de la disparition des objets quelconques des usagers dans l'enceinte de l'établissement, également quant aux dommages que ces objets pourraient soit subir, soit occasionner aux biens ou aux personnes.

CHAPITRE XVII : DROIT A L'IMAGE ET LA VIE PRIVE**Art. 50**

Il est strictement interdit de photographier et de filmer dans l'enceinte du bâtiment sans autorisation préalable du Collège communal.

Les prises de vues, photos ou vidéos personnelles ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel et après obtention de l'autorisation du Collège communal; toute demande devant être introduite au plus tard la semaine qui précède la date d'occupation et durant les heures de bureau (8h - 16h30).

Art. 51

L'apposition d'affiches ou de tout document dans l'enceinte du bâtiment n'est permise que moyennant l'autorisation du Collège communal, lequel se réserve le droit de désigner les endroits d'affichage, ainsi que de refuser tout affichage qu'elle jugerait inadéquat.

CHAPITRE XVIII : RECLAMATIONS ET SUGGESTIONS**Art. 52**

Les réclamations, de quelque nature qu'elles soient, doivent être adressées au Département Sports de la commune.

Un formulaire unique de réclamation est disponible à la caisse/accueil de la piscine afin d'introduire toute contestation.

Un support est par ailleurs mis à la disposition du public afin d'y inscrire d'éventuelles suggestions en vue d'améliorer son confort.

Art. 53

Le Collège communal peut, pour des motifs techniques ou pour des raisons de force majeure, tels que la vidange de la piscine, des accidents de machines, etc., ordonner la fermeture provisoire ou définitive de l'établissement, sans qu'il puisse être réclamé par quiconque la perception d'un éventuel remboursement, d'indemnités ou la reconnaissance de dommages.

CHAPITRE XIX : SANCTION**Art. 54**

Sans préjudice des poursuites civiles, pénales ou administratives éventuelles, tout contrevenant au présent règlement, au règlement général de police, ou aux injonctions du personnel peut être expulsé de l'établissement ou voir sa carte d'abonnement annulée, et ce sans qu'il puisse réclamer le montant du ticket d'entrée payé ou celui de l'abonnement.

Le personnel de la piscine peut par ailleurs priver toute personne portant atteinte à l'ordre public d'accéder au bâtiment pour une durée limitée et proportionnée à la gravité du comportement adopté. Tout matériel ayant occasionné un trouble à l'ordre public peut également être confisqué temporaire ou définitivement.

Art. 55

Quiconque sera tenu responsable de la commission d'infractions pénales ou dégraderait volontairement ou involontairement l'immeuble ou le matériel engagera sa responsabilité pénale et répondra des dommages occasionnés.

Art 56

Hormis la commission d'infractions pénales ou de dégradation de biens communaux, tout fait grave pourra faire l'objet d'une décision d'expulsion immédiate, temporaire ou définitive, prononcée par le Collège communal sur base d'un rapport détaillé du personnel de la piscine. Pareille décision pourrait être assortie d'une amende administrative.

Si l'urgence et les circonstances de l'espèce le requièrent, la Direction de l'établissement peut prendre toutes mesures provisoires dans l'attente de la tenue du Collège communal.

Art. 57

Tout litige ou cas non prévu par le présent règlement sera examiné et tranché par le Collège communal.

Art. 58

L'usager qui déclencherait volontairement le système Poséidon, lié à la détection des noyades, ou de détection d'incendie de l'établissement fera l'objet de poursuites et sera tenu d'indemniser la commune des dégâts occasionnés. Il se verra en outre interdire définitivement l'accès à la piscine communale.

CHAPITRE XX : CONSEILS UTILES**Art. 59**

Il est recommandé de ne pas emporter des sommes d'argent importantes, des bijoux ou objets précieux. Chaque usager se doit de respecter les autres usagers ainsi que l'infrastructure communale et à en prendre soin. Les membres du personnel de la piscine sont accessibles en vue de répondre à toutes demandes d'informations/questions ou suggestions. Si une situation incommodante est rencontrée, l'usager peut en faire part aux membres du personnel de la piscine, lesquels veilleront à y remédier.

CHAPITRE XXI : PUBLICATION**Art. 60**

Le présent règlement sera affiché dans l'établissement de façon apparente et sera remis à chaque groupe scolaire, sportif, éducatif, club, après acceptation des clauses y mentionnées.

Les nageurs, usagers, visiteurs, membres de clubs et responsable de groupes scolaires sont censés avoir pris connaissance du présent règlement et s'engagent à s'y conformer scrupuleusement.

Le présent règlement prendra effet à compter du **cinquième jour suivant celui de sa publication par voie d'affichage**.

25 votants : 17 votes positifs, 8 abstentions.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Patrick Neve

Le Président,
(s) Ahmed Medhoune

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Josse-ten-Noode, le 10 octobre 2019

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Le Collège des
Bourgmestre et Echevins,
L'Echevin(e) délégué(e),

Patrick Neve



Mohammed Jabour



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Ahmed Medhoune, *Voorzitter van de Raad* ;
Emir Kir, *Burgemeester* ;
Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Schepenen* ;
Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Serob Muradyan, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pascal Lemaire, Elodie Christine Jacqueline Cornez, *Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Neve, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Safa Akyol, Pauline Warnotte, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.10.19

#Onderwerp : Gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27; reglement van inwendige orde ; goedkeuring.#

Openbare zitting

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 oktober 2002 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor zwembaden ;
Gelet op het Algemeen Politiereglement ;
Overwegende dat de Gemeente over een infrastructuur beschikt die overeenstemt met een openbaar zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
Overwegende dat de installaties van het gemeentelijk zwembad een belangrijke en zware renovatie hebben ondergaan in de loop van de voorbije jaren ;
Overwegende dat het beheer van het gemeentelijk zwembad momenteel wordt verzekerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-Ten-Node ;
Overwegende dat de terbeschikkingstelling van deze infrastructuur aan het publiek de naleving veronderstelt van fundamentele regels die de verhoudingen regelt tussen de gebruikers en het personeel van het gemeentelijk zwembad, en die de verhoudingen regelt tussen de gebruikers ;
Overwegende dat het aldus noodzakelijk is om een reglement van inwendige orde goed te keuren toepasbaar binnen dit etablissement ;
Dat dit reglement van inwendige orde zich recht tot alle gebruikers van het gemeentelijk zwembad alsook het personeel dat er werkt en dat het bezoek aan deze plaats aldus de instemming inhoudt met de regels en normen voorzien door deze tekst ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Om het onderstaande reglement van inwendige orde goed te keuren met betrekking tot de werking van het gemeentelijk zwembad gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node :

HOOFDSTUK I : DEFINITIES

Art. 1

Voor de toepassing van dit reglement, wordt verstaan onder :

- **Gemeentelijk zwembad** : Infrastructuur, gelegen Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Brussel, bestaande uit een zwembad, een cafetaria, tribunes, kleedkamers en andere bijlokalen ;

- **Zwembad** : zone van het gemeentelijk zwembad waar zich de waterkuip bevindt ;
- **Tribunes** : zone van het gemeentelijk zwembad gelegen boven de cafetaria, toegankelijk via de ingang van het gebouw, waar men zicht heeft op het zwembad ;
- **Ruimte kleedkamers/cabines** : zone van het gemeentelijk zwembad met de kleedkamers en de sanitaire ruimten ;
- **Zwemmers** : personen in zweinkledij die hun toegangsrecht hebben betaald ;
- **Cafetaria** : zone van het gemeentelijk zwembad die een kleine restauratie en een barruimte biedt ;
- **Beheerder van het zwembad** : het zwembad wordt beheerd door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node. De dagelijkse werking wordt verzekerd door de Directie van het zwembad en het Departement Sport van de gemeente, die samen waken over de naleving van dit reglement ;
- **Bestemming van het reglement** : dit reglement is van toepassing op alle personen die het zwembad van Sint-Joost-ten-Node bezoeken.

HOOFDSTUK II : TOEGANG TOT HET ZWEMBAD

Art. 2

Het zwembad is enerzijds toegankelijk volgens het retributie-reglement betreffende de tariefbepaling van het zwembad gestemd door de gemeenteraad, en anderzijds volgens het uurrooster goedgekeurd door het Gemeentecollege. Dit reglement en de openingsuren worden aangeplakt aan de kassa en op het aankondigingenbord van het gemeentelijk zwembad.

Art. 3

Iedere persoon die houder is van een toegangsticket of in het bezit is van een abonnement onderwerpt zich zonder voorbehoud aan dit reglement, aan het algemeen politiereglement gestemd door de gemeenteraad, aan de instructies en richtlijnen van de personeelsleden alsook aan de diverse signalisatiepanelen, affiches en pictogrammen.

Iedere persoon, alleen of in groep, die zich binnen het zwembad bevindt, wordt er overigens toe gehouden om een correcte en eerbiedige houding aan te nemen jegens de plaatsen en derden.

Bij gebreke van zich naar voornoemde bepalingen te gedragen, stelt de overtreder zich bloot aan de sancties voorzien in artikel 54 van dit reglement.

Art. 4

De badmeester staat garant voor de veiligheid. Hiertoe mag hij zich het recht voorbehouden om de toegang tot de plaatsen toe te laten of te verbieden voor iedere persoon indien bijzondere omstandigheden dit rechtvaardigen, en dit zelfs indien deze het toegangsrecht zou hebben betaald.

Art. 5

De geldigheidsduur van de toegangstickets wordt vastgesteld op 2 uur. Echter, in geval van een grote toeloop, behoudt de Directie zich het recht voor om de geldigheidsduur te verkorten tot 1 uur.

Hiertoe zal de zwemmer een armband moeten dragen, dat hij op eenvoudig verzoek zal dienen te tonen aan de badmeester.

Art. 6

De kassa wordt 45 minuten voor het sluitingsuur gesloten. Gebruikers dienen het zwembad ten laatste een half uur voor de sluiting van het etablissement te verlaten.

Art. 7

Er worden verschillende abonnementen verkocht teneinde zo veel mogelijk klanten tevreden te stellen. De gebruikersmodaliteiten worden hierop vermeld en de gebruiker zal ertoe gehouden worden om zich hiernaar te gedragen. De abonnementen zijn strikt persoonlijk en de eigenaar dient op alle verzoek zijn identiteit te kunnen bewijzen. Iedere overtreding zal worden gesanctioneerd door de onmiddellijke intrekking ervan.

Art. 8

Het toegangsticket of het abonnement dient te worden voorgelegd op eenvoudig verzoek van een personeelslid, en dit op gelijk welk moment. Bij gebreke hiervan stelt de overtreder zich bloot aan de sancties voorzien in artikel 54 van dit reglement.

Tevens wordt iedere zwemmer ertoe gehouden om zijn identiteitskaart voor te leggen op eenvoudig verzoek van een personeelslid op straffe van onmiddellijke uitzetting.

Art. 9

Wanneer het bedrag van een abonnement of van een ticket werd betaald, zal dit in geen geval kunnen worden terugbetaald, en dit ongeacht om welke reden.

Art. 10

Kinderen jonger dan 10 jaar dienen vergezeld te zijn van een volwassene die bekwaam is om permanent toezicht uit te oefenen op het/de kind(eren) dat/die hij ten laste heeft. Voor kinderen jonger dan 6 jaar dient de volwassene verplicht in het water te zijn met het kind.

Buiten de organisatie van de zwemlessen dienen kinderen die niet kunnen zwemmen verplicht zwembanden te dragen.

Ze mogen niet alleen worden gelaten in of nabij het zwembad.

In geval van twijfel voor wat betreft de leeftijd van het kind dat niet wordt begeleid door een volwassene, kan hem de toegang worden geweigerd, tenzij het zijn leeftijd bewijst door ieder dokument die zijn identiteit weergeeft of een attest van de ouders voor te leggen.

Art. 11

Personen die niet kunnen zwemmen en zich in het diepe gedeelte begeven, mogen enkel de **zwembanen 1 en 6** gebruiken, ofwel deze gelegen aan de randen van het zwembad, en dienen in het water vergezeld te zijn van een volwassene die permanent toezicht houdt op hen.

Art. 12

Naast de naleving van dit reglement van inwendige orde zijn scholen die het zwembad bezoeken bovendien verplicht om de voorschriften in acht te nemen van de ministeriële omzendbrief van 29 mei 1991 van toepassing op de scholen inzake omkadering van kinderen.

Art. 13

Een leerling die niet deelneemt aan de zwemlessen zal slechts worden toegestaan om het zwembad te betreden indien hij het toegangsrecht heeft betaald en vergezeld wordt van een lid van zijn school.

HOOFDSTUK III : ZWEMKLEDIJ, ZWEM- EN DUIKMATERIAAL**Art. 14**

De zwemmers dienen klassieke zwemkledij te dragen die strookt met de goede zeden en de hygiëne. Het dragen van een badmuts is verplicht voor de zemmers.

Het is overigens strikt verboden om te baden zonder gekleed te zijn in een fatsoenlijk zwempak dat wordt getolereerd door de Directie. De criteria van de zwemkledij worden beoordeeld door de badmeesters of door de beheerder van het zwembad.

Art. 15

Shorts, bermuda's, afgeknipte jeans, rokjes, badkledij die wijd is en/of het volledige lichaam bedekt en duikpakken zijn niet toegestaan.

Art. 16

Duikflessen en ballastriemen zijn enkel toegestaan bij activiteiten georganiseerd door duikclubs of tijdens begeleide zwemlessen. Indien zwemvliezen andere zwemmers kunnen hinderen, dient voor het gebruik hiervan vooraf de toelating te worden gevraagd aan de badmeester. Deze zal met name verifiëren of de drukte in het zwembad dit toelaat. Duikbrillen met plastic glazen zijn toegestaan. Glazen duikbrillen zijn verboden behalve indien het gaat om « Securit » glas.

HOOFDSTUK IV : KLEEDKAMERS EN CABINES**Art. 17**

Na het toegangsgeld te hebben betaald, schikt de zwemmer zich naar het gebruik van de cabines en de kleedkamers door de hiertoe voorziene affiches en pictogrammen in acht te nemen.

Art. 18

Zwemmers mogen zich enkel uit- en aankleden in de lokalen die hiervoor bestemd zijn. In geval van gebruik van collectieve kleedkamers, wordt de naleving van de principes van zedelijkheid en discipline verzekerd door de verantwoordelijke van de groep.

Art. 19

De deuren van de cabines dienen gesloten te blijven tijdens de bezetting ervan. De cabines dienen in een strikte staat van netheid te worden gehouden.

Art. 20

Twee personen mogen zich niet tegelijkertijd in een individuele cabine bevinden behalve indien het kinderen betreft die worden begeleid door een persoon die belast is met het toezicht of personen met een handicap begeleid door een persoon die hen helpt.

Art. 21

Persoonlijke bezittingen van de zwemmers zijn niet toegestaan rond het zwembad.

HOOFDSTUK V : DOUCHES EN SANITAIRE RUIMTEN

Art. 22

Het gebruik van de douches alvorens in het water te gaan is verplicht in het belang van iedereen (duur van maximum 3 minuten). Doorgang in het voetbad is eveneens verplicht.

Art. 23

Het is verboden om de douches en sanitaire ruimten te betreden met schoenen.

Art. 24

De toegang tot de installaties van het zwembad is verboden voor iedere persoon buiten het zwembad.

HOOFDSTUK VI : HYGIENE

Art. 25

Het is verboden voor zwemmers om in het water te gaan zonder eerst het haar te bedekken te bedekken met een badmuts.

Art. 26

Indien de zwemmer de installaties van het zwembad dient te betreden in een rolstoel, dient hij erop toe te zien dat de wielen gereinigd zijn wanneer hij uit de kleedkamers komt. Een personeelslid kan hem hierbij helpen.

Art. 27

Rond het zwembad, in de "blote voeten" gang van de kleedkamers en op het terras voor zwemmers dient men zich te begeven met blote voeten of met aangepaste badslippers.

Art. 28

Kinderen jonger dan twee jaar dienen een zwemluier te dragen.

HOOFDSTUK VII : ALGEMENE VERBODEN

Art. 29

Het is verboden :

Andere personen lastig te vallen of opzettelijk te hinderen door handelingen of gedragingen die niet overeenstemmen met het respect voor de ander of met een goede sportieve praktijk ;

Het publiek te hinderen door lawaai, gezang of geschreeuw ;

Zich onbeleefd of onzedelijk te gedragen ;

Zich te buiten te gaan aan gelijk welke uitingen strijdig met de zedigheid of de fatsoenlijkheid ;

Te roken of te spuwen in het zwembad ;

Te urineren in het water ;

Te blijven hangen of te lopen in de douches ;

Te drinken of te eten in de individuele cabines of collectieve kleedkamers, alsook op iedere plaats van het etablissement gelegen buiten de cafetaria ;

Afval te werpen elders dan in de hiertoe bestemde vuilnisbakken ;

Geluidsapparatuur te plaatsen ; foto's te maken en/of te filmen in het zwembad (behalve met het uitdrukkelijk akkoord van de Directie) alsook de GSM of andere multimedia- apparaten te gebruiken rond het zwembad ;

Beschadigingen te veroorzaken in het zwembad, met name door geschriften of bevuiling ;
 Gevaarlijke en/of scherpe voorwerpen mee te brengen in de kleedkamers of in het zwembad ;
 Het reddingsmateriaal zonder noodzaak aan te raken of te verplaatsen ;
 De technische lokalen te betreden ;
 Elektrische stopcontacten te gebruiken die exclusief zijn voorbehouden voor het onderhoudspersoneel ;
 Gevaarlijk te spelen, mensen in het water te duwen of mensen onder het water te houden of te duwen ;
 Te lopen rond het zwembad of in de kleedkamers ;
 Te duiken in het ondiepe gedeelte van het zwembad ;
 Met schoenen in de gangen en rond het zwembad en de cabines te lopen ;
 Voor personen die niet goed kunnen zwemmen, om niet-begeleid te zwemmen in het gedeelte waar men niet kan staan ;
 Harde ballen of andere voorwerpen in het water te brengen zonder toelating van de badmeesters ;
 Publicaties aan te plakken in het gebouw zonder akkoord van het Gemeentecollege ;
 Aan de waterlijnen te hangen of erop te gaan zitten ;
 De doorgang naar de ingang van het zwembad te verhinderen, zich te installeren en te roken op de drempel van de toegangsdeur ;
 Zich te wassen in het zwembad, er zeep of gelijkaardige producten in te brengen, of gelijk welke artikelen die het water kunnen bevuilen, alsook in het water te gaan met het lichaam ingesmeerd met olie, crème of gelijk welk ander product dat het water onzuiver maakt.

HOOFDSTUK VIII : TOEGANGSVERBOD

Art. 30

De toegang tot het zwembad is strikt verboden voor personen in staat van dronkenschap of onder invloed van psychotrope substanties. Het verbruik van alcohol is strikt verboden buiten de bar.

Art. 31

De toegang tot het zwembad is verboden voor personen met open wonden, pleisters, spalken, gipsverband of besmettelijke ziekten, huidziekten of een duidelijke aantasting of staat van onreinheid.

Art. 32

Het is strikt verboden om het zwembad te betreden met een dier. Echter, personen vergezeld van een begeleidende- of hulphond kunnen zich wenden tot het onthaal teneinde de bewaking te organiseren van hun hond tijdens de zwemduur.

Art. 33

De toegang tot de bar van de cafetaria is verboden :

- voor personen in zwemkledij ;
- voor personen in staat van dronkenschap of onder invloed van psychotrope of gelijkgestelde producten.

HOOFDSTUK IX : VEILIGHEID

Art. 34

Zwemmers dienen zich te schikken naar alle aanbevelingen van het personeel in verband met orde en veiligheid.

Art. 35

Zwemmers zijn ermee belast om zelf te waken over hun eigen veiligheid. De Directie wijst alle verantwoordelijkheid af voor mogelijke ongevallen die de zwemmers zouden kunnen overkomen.

Art. 36

Het is strikt verboden om te duiken van de tribunes.

Art. 37

Ademhalingsoefeningen zijn verboden zonder vooraf de badmeester te hebben verwittigd en hiervoor de toelating te hebben gekregen.

Art. 38

Het is strikt verboden voor personen die niet goed kunnen zwemmen om het gedeelte van het zwembad te verlaten waar ze kunnen staan. Personen die niet kunnen zwemmen zijn verplicht dit te melden aan de badmeesters.

HOOFDSTUK X : SPORT EN SPEL**Art. 39**

Ballen en andere spelen kunnen enkel worden toegestaan mits voorafgaand akkoord van de verantwoordelijke badmeester.

De Directie behoudt zich het recht voor om alle oefeningen of spelen te verbieden die het cliënteel zouden kunnen hinderen of schade zouden kunnen toebrengen aan de continuïteit van het etablissement.

Art. 40

Duiken is enkel toegestaan in het diepe gedeelte van het zwembad. Mits voorafgaand akkoord van de verantwoordelijke badmeester is het mogelijk om te zwemmen in normale kleding om redding te oefenen.

HOOFDSTUK XI : SPORTCLUBS EN COMPETITIES**Art. 41**

Teneinde sport en competitie aan te moedigen, is het de sportclubs toegestaan om te genieten van speciale bezettingsuren. De collectieve gebruiken van de installaties worden geregeld door het Departement Sport van de gemeente na goedkeuring van het Gemeentecollege. De toelating mag niet langer duren dan één kalenderjaar. Bij iedere vervaldag kunnen de voorwaarden en prijzen worden herzien.

Art. 42

Tijdens de bezettingen van de sportclubs dient tenminste één van de aanwezige animatoren in het bezit te zijn van een reddingsbrevet van een hogere graad of van een diploma van duikinstructeur. De gemeente Sint-Joost-ten-Node wijst alle verantwoordelijkheid af in geval van lichamelijke ongevallen die gebeuren binnen het etablissement behalve in geval van een zware fout van harentwege.

Art. 43

De installaties kunnen aan bepaalde sportclubs worden verhuurd om er sportevenementen of -spektakels te organiseren. In dat geval is de toegang verboden voor het gebruikelijke cliënteel. Dit zal hiervan worden verwittigd door affiches aangeplakt aan de aankondigingenborden en aan de kassa van het zwembad, tenminste 8 dagen op voorhand.

Art. 44

De Directie behoudt zich het recht voor om alle mogelijke competities te organiseren, zelfs tijdens de

openingsuren, en behoudt zich hierbij tevens het recht voor om het uur vast te stellen dat zij nodig acht voor de volledige of gedeeltelijke evacuatie van het publiek, zonder enige schadevergoeding verschuldigd te zijn.
Het cliënteel zal hiervan worden verwittigd door affiches aangeplakt op de aankondigenborden en aan de kassa van het zwembad, tenminste 8 dagen op voorhand.

HOOFDSTUK XII : BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR JONGERENGROEPEN

Art. 45

Vooraf reserveren is verplicht. Groepen zonder begeleider zullen niet worden toegelaten.
Er wordt algemeen aangenomen dat één persoon alleen niet kan instaan voor de bewaking van meer dan 15 niet-zwemmers of van meer dan 25 zwemmers.

Het personeel van het zwembad mag de toegang tot het zwembad weigeren indien de toegestane bezetting wordt overschreden.

De persoon die verantwoordelijk is voor de veiligheid van de zwemmers, die in het bezit is van het reddersdiploma, mag niet instaan voor de bewaking van het zwembad en tezelfdertijd zwemles geven.

Leerkrachten die hun leerlingen begeleiden in het zwembad kunnen burgerlijk verantwoordelijk worden verklaard door gebrek aan toezicht zelfs in aanwezigheid van een speciale leraar (basisonderwijs) en van badmeesters afhankelijk van het zwembad, op basis van artikel 1384 lid 4 van het Burgerlijk Wetboek.

Elke groep dient te worden begeleid door een aantal verantwoordelijke volwassenen in redelijke overeenstemming met de grootte van de groep. Deze personen zijn persoonlijk verantwoordelijk voor de discipline van de groep vanaf de betreding van het gebouw.

Hun voortdurende aanwezigheid bij de groep, zowel in de kleedkamers, de douches als rond het zwembad, is strikt noodzakelijk. Zij dienen actief het toezicht te verzekeren op de leden van de groep.

HOOFDSTUK XIII : BEZOEKEN

Art. 46

De verantwoordelijken van een groep personen zullen er nauw over waken dat de activiteiten en zwemlessen plaatsvinden tijdens de vastgestelde uren, dat buiten wordt gegaan op het exacte uur en dat het materiaal dat werd gebruikt op zijn plaats werd gelegd. De individuele kleedkamers zijn slechts toegankelijk indien er plaatsen ontbreken in de collectieve installaties. De collectieve kleedkamers zullen eveneens worden toegekend in functie van de beschikbaarheden.

HOOFDSTUK XIV : ALGEMEEN TOEZICHT

Art. 47

De begeleider zal de leden van de groep waarvoor hij instaat op de hoogte brengen van de inhoud van dit reglement en zal waken over de naleving van de richtlijnen voor de veiligheid en de orde. Als verantwoordelijke verzekert iedere toezichthouder de bewaking van de activiteiten van de groep waarvoor hij verantwoordelijk is, dit wil zeggen een voortdurend oog hebben op heel de groep, en dit zelfs uit het water. Zijn voortdurende aanwezigheid bij de groep, stagiaires, zowel in de kleedkamers, de douches als rond het zwembad, is strikt noodzakelijk. Zij dienen actief het toezicht te verzekeren op de leden van de groep.

HOOFDSTUK XV : BIJZONDERE LESSEN

Art. 48

De Directie behoudt zich het exclusieve recht voor om in haar zwembad bijzondere zwemlessen toe te staan tijdens de openingsuren voor het publiek door de badmeesters die hiervoor zijn aangesteld, buiten hun dienst en houders van een toelating om deze aanvullende activiteit uit te oefenen.

Het is verboden voor iedere persoon vreemd aan het etablissement om zwemlessen te geven tegen een rechtstreekse of onrechtstreekse vergoeding. Het is daarentegen toegestaan om occasioneel een persoon te omkaderen die leert zwemmen, en dit onder de volgende voorwaarden:

- de persoon die de zwemles geeft informeert de directie van het zwembad over de data en uren waarop de zwemles zal worden gegeven;
- de persoon waaraan de zwemles wordt gegeven ondertekent een verklaring waarin de kosteloosheid van de les wordt bepaald.

Er zal worden afgeweken van dit artikel, op basis van het gebruik van één enkele zwembaan, voor de volgende groepen : Sportclubs en verenigingen in het kader van specifieke activiteiten. Deze afwijking zal worden toegestaan naargelang de beschikbare ruimte met het akkoord van het Gemeentecollege na een schriftelijke aanvraag en na voorlegging, door de verantwoordelijke, van een hoger reddersbrevet afgeleverd door een erkend orgaan.

HOOFDSTUK XVI : VERANTWOORDELIJKHEID

Art. 49

De Gemeente Sint-Joost wijst alle verantwoordelijkheid af bij het verlies of verdwijnen van mogelijke voorwerpen van de gebruikers in het etablissement, en tevens bij schade die deze voorwerpen zouden kunnen oplopen of veroorzaken aan goederen of personen.

HOOFDSTUK XVII : PORTRETRECHT EN PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Art. 50

Het is strikt verboden om te fotograferen en te filmen in het gebouw zonder voorafgaande toelating van het Gemeentecollege.

Persoonlijke beeldopnames, foto's of video's zijn slechts bij uitzondering toegestaan en na het verkrijgen van de toelating van het Gemeentecollege ; iedere aanvraag dient ten laatste te worden ingediend in de week die voorafgaat aan de bezettingsdatum en tijdens de kantooruren (8u – 16u30).

Art. 51

De aanplakking van affiches of alle documenten in het gebouw is enkel toegestaan mits de toelating van het Gemeentecollege, dat zich het recht voorbehoudt om de plaatsen van aanplakking aan te duiden, alsook om iedere aanplakking te weigeren die het ongeschikt acht.

HOOFDSTUK XVIII : KLACHTEN EN SUGGESTIES

Art. 52

Klachten, ongeacht van welke aard, dienen te worden gericht aan het Departement Sport van de gemeente.

Een enig klachtenformulier is beschikbaar bij de kassa/het onthaal van het zwembad teneinde iedere betwisting in te dienen.

Er wordt bovendien een drager ter beschikking gesteld van het publiek om er eventuele suggesties op te schrijven om hun comfort te verbeteren.

Art. 53

Het Gemeentecollege kan, om technische redenen of omwille van overmacht, zoals het ledigen van het zwembad,

ongevallen met machines, enz., de voorlopige of definitieve sluiting bevelen van het etablissement, zonder dat door wie ook een eventuele terugbetaling, schadevergoeding of erkenning van schade kan worden geëist.

HOOFDSTUK XIX : SANCTIE

Art. 54

Onverminderd eventuele burgerlijke, strafrechtelijke of administratieve vervolgingen, kan iedere overtreder van dit reglement, van het algemeen politiereglement, of van de geboden van het personeel uit het etablissement worden gezet of zijn abonnementekaart kan worden ingetrokken, en dit zonder dat hij het bedrag van het betaalde toegangsticket of abonnement kan terugeisen.

Het zwembadpersoneel kan bovendien iedere persoon die de openbare orde aantast de toegang tot het gebouw ontzeggen voor een beperkte duur en in verhouding tot de ernst van het tentoongespreide gedrag. Elk materiaal dat en verstoring van de openbare orde veroorzaakt, kan tevens tijdelijk of definitief in beslag worden genomen.

Art. 55

Al wie verantwoordelijk zal worden gehouden voor het begaan van strafrechtelijke overtredingen of opzettelijk of onopzettelijk het gebouw of het materiaal zou beschadigen, zal strafrechtelijk aansprakelijk worden gesteld en zal de veroorzaakte schade moeten vergoeden.

Art. 56

Naast het begaan van strafrechtelijke overtredingen of schade aan gemeentelijke goederen, kan bij ieder ernstig feit de beslissing worden genomen tot onmiddellijke uitzetting, tijdelijk of definitief, uitgesproken door het Gemeentecollege op basis van een gedetailleerd rapport van het personeel van het zwembad. Een dergelijke beslissing zou kunnen gepaard gaan met een administratieve boete.

Indien de dringendheid en de omstandigheden van het geval dit vereisen, kan de Directie van het etablissement alle voorlopige maatregelen nemen in afwachting van de zitting van het Gemeentecollege.

Art. 57

Ieder geschil of geval dat niet voorzien is door dit reglement zal worden onderzocht en beoordeeld door het Gemeentecollege.

Art. 58

Een gebruiker die opzettelijk het Poseidon-systeem voor de detectie van drenkelingen, of het branddetectiesysteem van het etablissement zou in werking zetten, zal worden vervolgd en zal de gemeente moeten vergoeden voor de veroorzaakte schade. Bovendien zal hem definitief de toegang tot het gemeentelijk zwembad worden geweigerd.

HOOFDSTUK XX : NUTTIGE RAADGEVINGEN

Art. 59

Er wordt aanbevolen om geen grote sommen geld, juwelen kostbare voorwerpen mee te brengen. Iedere gebruiker dient de andere gebruikers alsook de gemeentelijke infrastructuur te respecteren en er zorg voor te dragen. De leden van het zwembadpersoneel zijn beschikbaar om te antwoorden op alle vragen om informatie/vragen of suggesties. Indien een hinderlijke situatie wordt ervaren, kan de gebruiker dit meedelen aan de leden van het zwembadpersoneel, die ervoor zullen zorgen dat deze wordt opgelost.

HOOFDSTUK XXI : PUBLICATIE

Art. 60

Dit reglement zal worden aangeplakt in het etablissement op een zichtbare wijze en zal worden overhandigd aan iedere schoolgroep, sport- of vormingsclub, na aanvaarding van de clausules die erin vermeld worden.

De zwemmers, gebruikers, bezoekers, clubleden en verantwoordelijken van schoolgroepen worden geacht om kennis te hebben genomen van dit reglement en verbinden zich ertoe om dit strikt na te leven.

Dit reglement treedt in werking op de **vijfde dag die volgt op de publicatie door aanplakking**.

25 stemmers : 17 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Patrick Neve

De Voorzitter,
(g) Ahmed Medhoune

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Joost-ten-Node, 10 oktober 2019

In opdracht :
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve

Het College van
Burgemeester en Schepenen,
De afgevaardige Schepen,

Mohammed Jabour



